

Envos de fonds

Par l'équipe du Département Secteur Extérieur
de la Direction des Etudes et des relations internationales¹

Définition et concept

Les envois (transferts) de fonds sont définis comme étant des revenus envoyés par des personnes, en **déplacement temporaire ou permanente** dans une économie étrangère, aux ménages restés au pays. Il peut s'agir de particuliers qui ont migré dans une économie étrangère et dont ils sont devenus résidents, ou de rémunérations de travailleurs à court terme qui sont employés dans une économie dont ils ne sont pas résidents. Ces transferts sont, pour la plupart du temps, octroyés à **titre gracieux** (sans contrepartie) à leurs bénéficiaires. Les envois de fonds peuvent emprunter des circuits formels — par virements bancaires par exemple — ou des circuits informels — espèces transportées au-delà des frontières par des voyageurs².



BANKY FOIBEN'I MADAGASIKARA

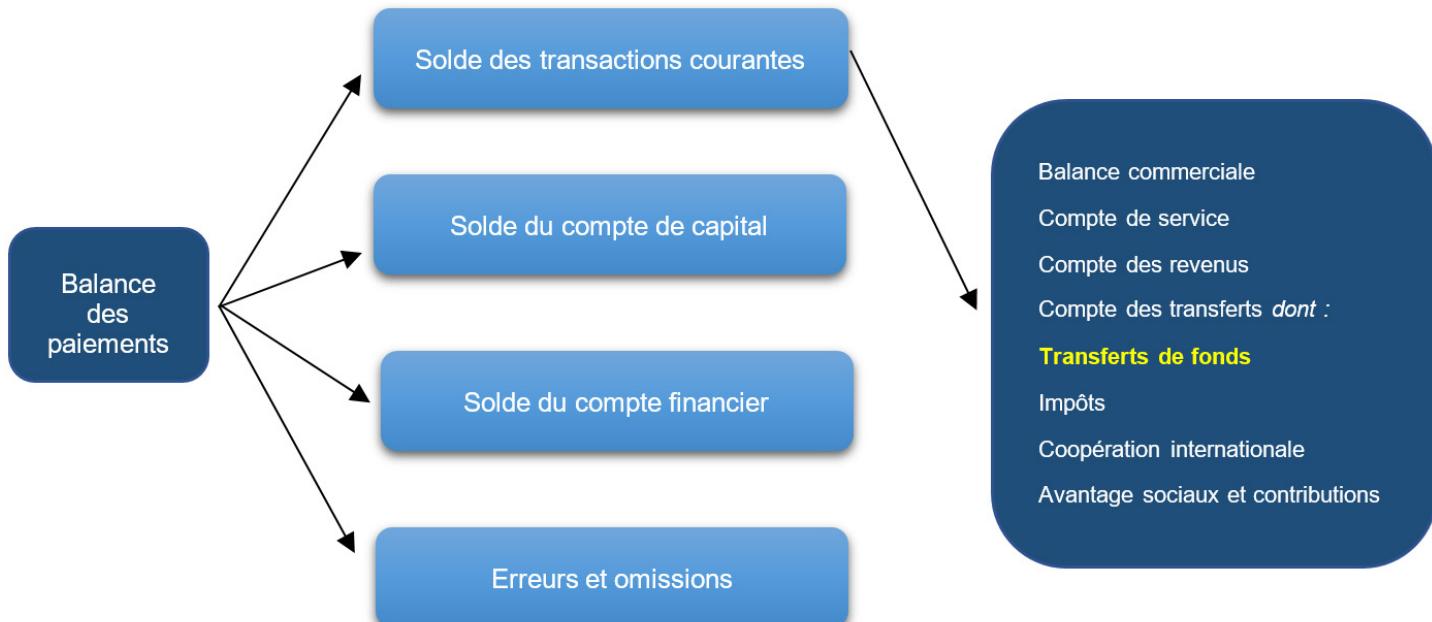
Pour qu'un envoi de fonds soit considéré comme tel, il faut qu'il soit le fruit d'opérations :

- D'individus ayant émigré dans une économie autre que leur pays d'origine et qui en soient devenus résidents ;
- D'individus travaillant à court terme (travailleurs temporaires, saisonniers) dans une économie étrangère ;
- Part de salaire transférée directement par leurs employeurs aux pays d'origine de travailleurs immigrés.

Place des transferts de fonds dans le compte extérieur

Les transferts de fonds sont inclus dans le compte-courant de la **balance des paiements**. Ils contribuent à réduire le déficit du compte courant par l'apport de devises étrangères, augmentant ainsi, toutes choses étant égales par ailleurs, les **réserves de change**. Et inversement, si les réserves de change viennent à diminuer, faute d'envois de fonds, le solde du compte-courant accusera plus de déficit encore dans le cas de Madagascar.

Graphique 1. Place des transferts de fonds dans la balance des paiements



¹Les idées exprimées dans cet article ne reflètent que celles de l'auteur et n'expriment pas nécessairement la position de Banky Foiben'i Madagasikara

²Source : Extraits des « Transactions internationales liées aux envois de fonds - Guide pour les statisticiens et les utilisateurs » - Manuel 6 de la Balance des Paiements

Impacts des envois de fonds sur l'économie

Les envois de fonds constituent un levier important pour l'économie, notamment celle des pays en développement ou à faible revenu :

- Ils pourraient avoir un effet sur le **taux de change**, via l'augmentation de l'offre de devises sur le marché, laquelle se traduira par une hausse de la demande de la monnaie locale et une appréciation de cette dernière.
- Les transferts de fonds constituent un **levier pour la croissance** d'un pays, en agissant sur la consommation et l'investissement.
- Ils favorisent la **création d'emplois** et l'**amélioration des infrastructures**.
- Ils favorisent l'**inclusion financière** quand ils empruntent les circuits formels tels que les banques ou les sociétés de transferts d'argent.
- Ils contribuent à la **réduction de la pauvreté des familles** en améliorant leur niveau de vie et leur bien-être.
- Sur le long terme, ils peuvent améliorer le **développement humain**, car offrent plus d'opportunités aux familles : possibilité de mieux se former, de mieux se soigner, etc.

Figure 1. Importance des envois de fonds de la diaspora pour un pays en développement



1. Source de revenus importante

- Souvent surpassant les aides étrangères et les IDE ;
- Fournissant des liquidités vitales pouvant stabiliser l'économie locale.



2. Réduction de la pauvreté

- Augmentant les revenus des ménages ;
- Finançant les besoins essentiels, l'éducation, les soins de santé, etc.



3. Stimulation de l'économie locale

- Stimulant la demande des biens et services locaux ;
- Augmentant la création d'emplois et l'amélioration des infrastructures.



4. Amélioration de la santé et de l'éducation

Finançant l'éducation des enfants et les soins de santé des familles récipiendaires.



5. Stabilité financière

- Constituant de ressources stables ;
- Contribuant à la stabilité de la monnaie nationale ;
- Renforçant le secteur bancaire et financier ;
- Développant les services financiers et le marché des capitaux.



6. Accès aux services financiers

- Facilitant l'inclusion financière ;
- Favorisant les avancées technologiques.

Source: BFM/DET

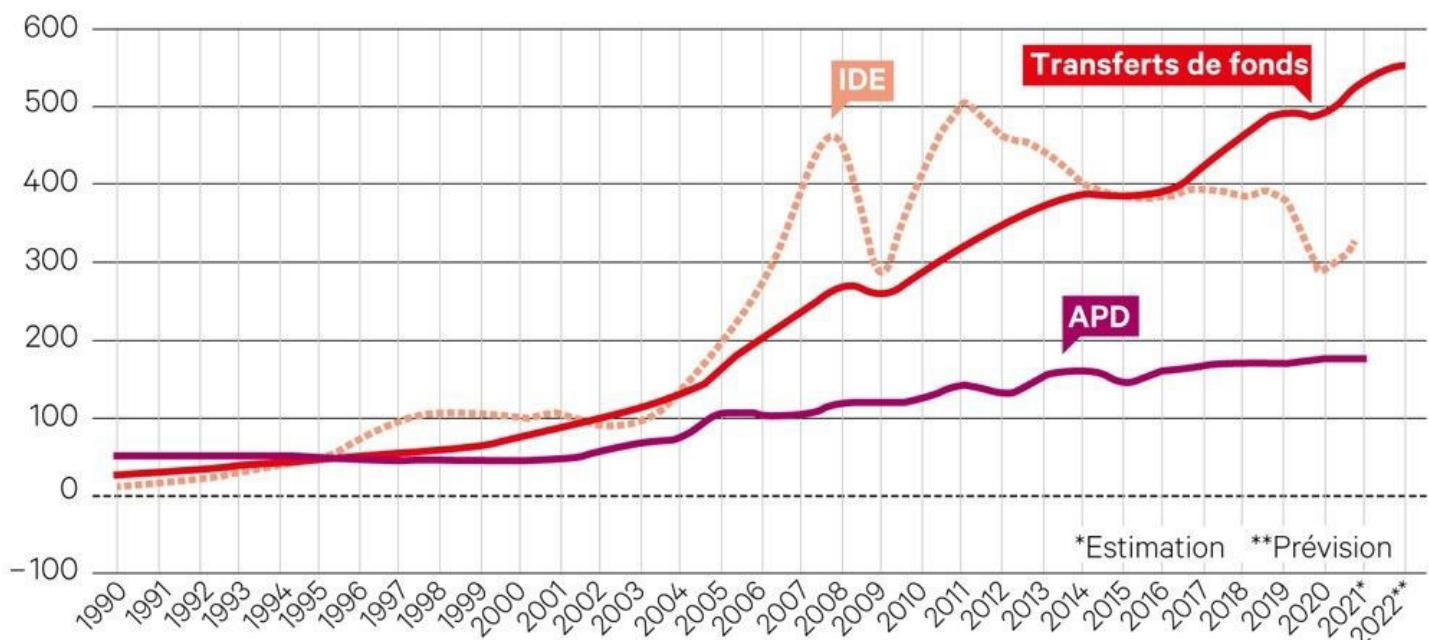
Ces transferts, contrairement à d'autres rentrées de devises tels que certaines aides publiques au développement (APD) ou Investissements Directs Etrangers (IDE), ne sont pas sujets à intérêts et sont non-remboursables. Ils peuvent représenter, pour certains pays, une source financière plus stable et importante que les **Investissements Directs Etrangers** (IDE) ou les aides publiques.

Toutefois, il existe des défis pour l'efficacité des envois de fonds :

- **Coûts élevés des transferts** : Les coûts de ces transferts sont à ce jour encore jugés élevés et constituent un frein, notamment pour la partie formelle.
- **Circuits informels** : Les transactions passant par le circuit informel représentent un gap pour les statistiques macroéconomiques.
- **Risque en termes de blanchiment d'argent et de financement des activités illicites** : Nécessité de surveillance accrue car ils représentent des opportunités pour les activités illicites ou criminelles tels que la contrebande ou le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Graphique 2. Transferts de fonds, IDE et flux d'APD vers les pays à revenu faible et intermédiaire, à l'exclusion de la Chine

En milliards de dollars



IDE : investissements directs étrangers APD : aide publique au développement

Source: Banque mondiale

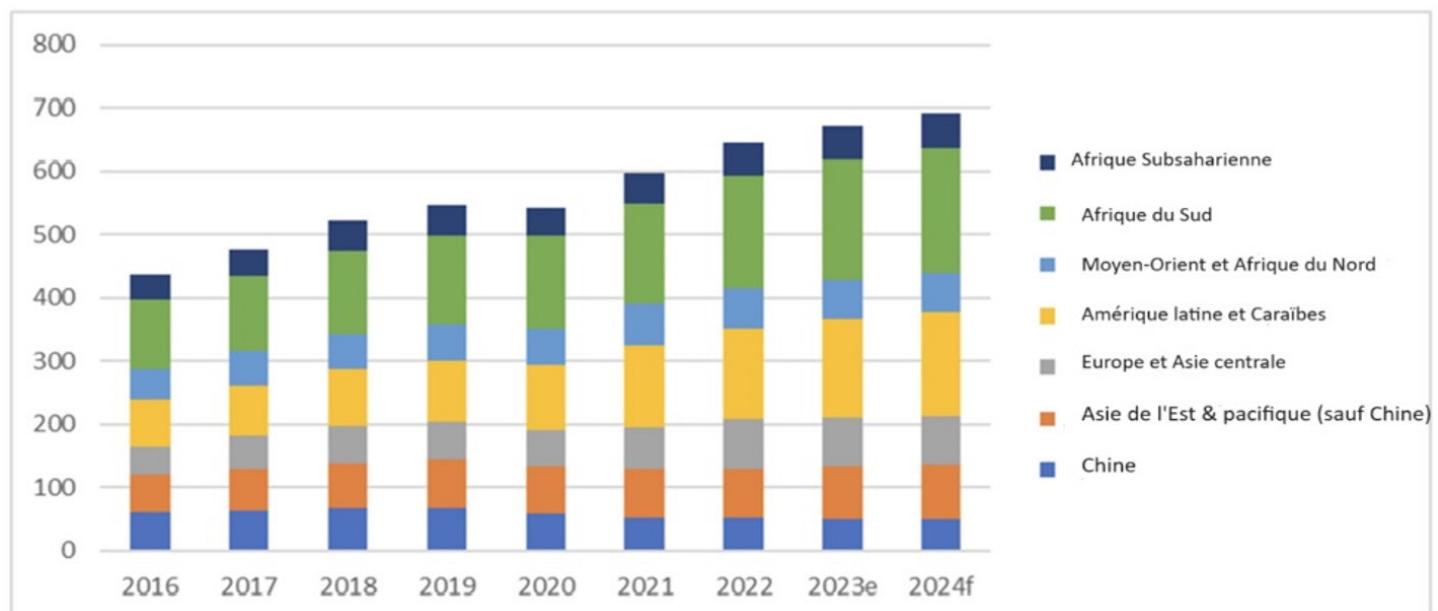
Envos de fonds au niveau mondial

À l'échelle mondiale, les flux de transfert de fonds ont augmenté de 3,0 % en 2023 par rapport à 2022, atteignant 860,0 milliards de dollars US. Pour les Pays à Revenu Faible et Intermédiaire (PRFI), à l'exception de la Chine, les envois de fonds sont devenus, depuis 2015, la **principale source de capitaux externes**, d'après le rapport de la Banque Mondiale³. Malgré leur nature de fonds privés et leur incapacité à remplacer les dépenses publiques, les transferts de fonds ont représenté environ trois fois le montant de l'APD au cours de ces dix dernières années. Les flux dans les PRFI ont augmenté de 3,8 %, atteignant 669,0 milliards de dollars US, dépassant de plus de 250,0 milliards de dollars US les IDE destinés à ce groupe de pays (Ratha et al., 2023ab).

Cette augmentation, bien que notable, est plus modérée comparée aux fortes augmentations observées en 2021-2022, liée à la crise pandémique. En 2023, les cinq principaux pays récipiendaires de transferts de fonds en dollars US parmi les PRFI étaient l'Inde (125,0 milliards, soit 3,4 % de son PIB), détenant la pole position depuis 2008, le Mexique (67,0 milliards), la Chine(50,0 milliards), les Philippines (40,0 milliards, soit 9,2 % de son PIB) et l'Égypte (24,0 milliards, soit 6,1 % de son PIB).

³« A war in a pandemic: Implications of the Ukraine crisis and Covid-19 on global governance of migration and remittance flows », Migration and Development Brief 36 May 2022, KNOMAD, Banque Mondiale

Graphique 3. Flux de transferts de fonds vers les régions à revenu faible et intermédiaire, 2016-2024 - estimations et projections



Source: Ratha et al (2023), Knowledge Partnership on Migration and Development (KNOMAD)- Banque Mondiale

En termes de perspectives, une croissance économique en ralentissement dans les pays à revenu élevé devrait réduire l'augmentation des transferts de fonds à 2,4 % en 2024. Cependant, plusieurs risques pourraient affecter cette prévision, notamment une aggravation du conflit en Ukraine et au Moyen-Orient, la volatilité des prix du pétrole et des taux de change, ainsi qu'un **ralentissement économique plus prononcé** que prévu.

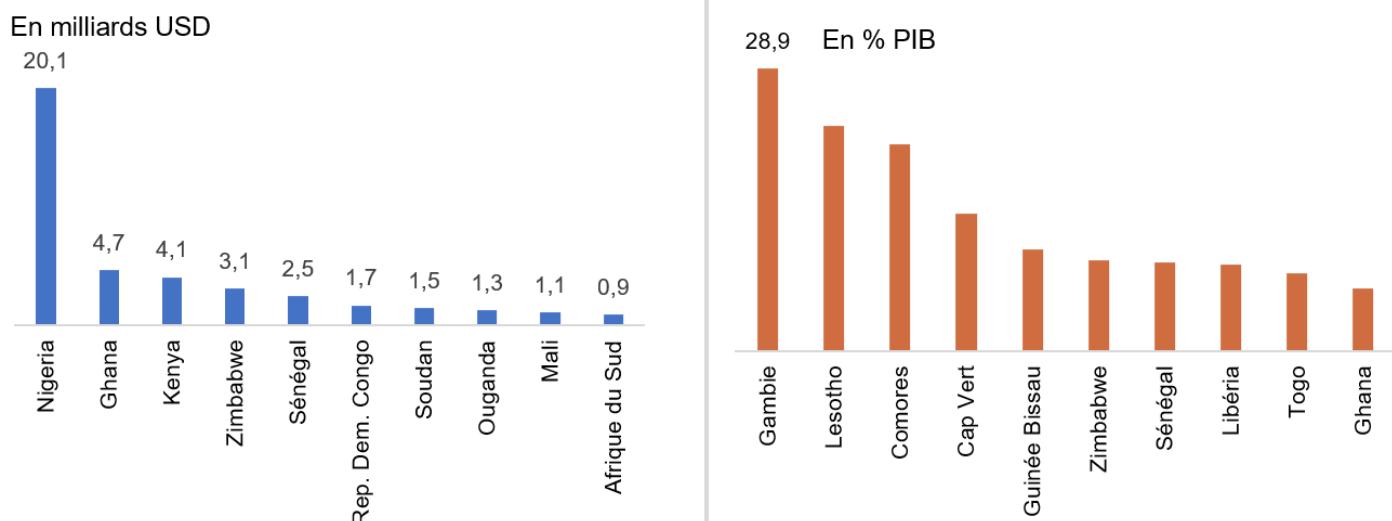
Importance des envois de fonds pour les pays en développement

Le cas de Philippine est un bon exemple de pays en développement où les envois de fonds jouent un rôle crucial dans l'économie. En 2022, les transferts effectués par les travailleurs philippins à l'étranger ont atteint environ 38,0 milliards de dollars US, représentant environ 9,6 % du PIB de ce pays. Ces envois surpassaient largement les aides étrangères reçues par le pays et constituaient une **source de devises vitales**. Elles ont aidé des millions de familles à améliorer leur niveau de vie, en finançant l'éducation, les soins de santé et d'autres besoins essentiels, jouant ainsi un rôle direct dans la réduction de la pauvreté en augmentant les revenus des ménages.

Les envois de fonds de la diaspora de l'Afrique subsaharienne

En Afrique, comme dans la plupart des pays en développement, les fonds reçus de la diaspora ont ainsi dépassé les flux de l'APD, et même ceux des IDE. En 2022, les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne ont atteint 53,0 milliards de dollars US, en hausse de 6,1 % par rapport à l'année précédente. Ces flux ont été essentiels pour soutenir les économies locales face à des défis comme l'insécurité alimentaire et les catastrophes naturelles. Les transferts ont presque dépassé les IDE dans la région, soulignant leur importance économique et leur stabilité relative. Les pays comme le Ghana, le Kenya et le Nigeria ont enregistré des augmentations significatives, renforçant les **revenus supplémentaires** dans des économies souvent fragiles.

Graphique 4. Les principaux pays bénéficiaires d'envois de fonds en Afrique subsaharienne en 2022



Source: KNOMAD–Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde, Statistiques de la balance des paiements du FMI

Les envois de fonds de la diaspora et leur impact dans la région SADC

Dans la région de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), les pays reçoivent des milliards de dollars US des fonds transférés chaque année. Ces fonds proviennent principalement de **travailleurs migrants** installés en Europe, en Amérique du Nord, mais aussi dans d'autres régions d'Afrique, avec une tendance à la hausse.

Le Zimbabwe se distingue comme un pays qui bénéficie énormément des fonds envoyés par sa diaspora. En 2022, ce pays a reçu environ 1,4 milliards de dollars US, représentant environ 7,8 % du PIB du pays. Les envois de fonds jouent un rôle essentiel dans l'économie du Zimbabwe, apportant un soutien crucial à plusieurs niveaux, comme l'amélioration de la balance des paiements, donc la **stabilité de la monnaie locale**. Le gouvernement zimbabwéen a mis en place des initiatives pour encourager les **investissements de la diaspora**, telles que les incitations fiscales et des programmes visant à réduire les coûts de transfert et à améliorer les infrastructures financières. Le programme « **Diaspora Infrastructure Development Group** » (DIDG) et les « **Diaspora Bonds** » facilitent les investissements dans des projets nationaux structurants. Le bon fonctionnement des transferts de fonds dans ce pays est soutenu par les **entreprises de fintech**. Ces dernières ont introduit des plateformes innovantes, telles que le **Eco Cash**, permettant des transferts de fonds instantanés et à moindre coût via des applications mobiles et des sites web. La digitalisation a facilité l'inclusion financière, surtout dans les zones rurales, en réduisant les délais et les coûts des transferts de fonds, tout en augmentant leur transparence. L'accélération des transferts de fonds a des effets positifs sur l'économie en stimulant la consommation, en soutenant les petites entreprises et en contribuant ainsi à la croissance économique. Cet essor a été facilité par les technologies de sécurité avancées, renforçant la **confiance des utilisateurs** en protégeant leurs informations financières.

Un autre exemple de pays ayant d'importants envois de fonds de la diaspora est la République Démocratique du Congo (RDC). En 2023, les transferts reçus par la RDC ont atteint environ 2,5 milliards de dollars US, selon la Banque Centrale du Congo (BCC). Cette augmentation est due à une **diaspora croissante** en Europe et en Amérique du Nord, ainsi qu'à une **meilleure infrastructure financière** facilitant les transferts d'argent.

Les envois de fonds jouent un rôle crucial dans l'économie de la RDC. Elles stabilisent la balance des paiements, soutenant la consommation, et contribuant à la réduction de la pauvreté. Le gouvernement congolais a introduit des **incitations fiscales** pour encourager les investissements de la diaspora, incluant des exonérations fiscales pour certains transferts et des réductions d'impôts pour les investissements dans des secteurs prioritaires. Des efforts ont été faits pour réduire les coûts de transfert d'argent, notamment en négociant des tarifs plus bas avec les services de transfert d'argent et en promouvant l'utilisation de plateformes numériques.

Le gouvernement a également travaillé pour améliorer les infrastructures financières afin de rendre les services financiers plus accessibles,

en étendant les services bancaires et mobiles dans les zones rurales et urbaines. Les fintechs et la digitalisation accélèrent les transferts de fonds en RDC, offrant des solutions rapides, sécurisées et accessibles qui favorisent l'inclusion financière, stimulent l'économie et améliorent la qualité de vie des Congolais.

Des entreprises comme **M-Pesa⁴** et **Airtel Money** proposent des services via des applications mobiles, permettant d'envoyer et de recevoir de l'argent, de payer des factures et d'acheter des biens et services facilement depuis l'étranger notamment du Kenya, de la Tanzanie, de l'Ouganda et du Rwanda. Ces plateformes innovantes réduisent la nécessité de se rendre physiquement dans des agences, facilitant ainsi les transactions même dans les **zones reculées**.



⁴ M-Pesa est un système de microfinancement et de transfert d'argent via mobile lancé en 2007 par Vodafone en collaboration avec Safaricom et Vodacom. Initialement déployé au Kenya et en Tanzanie, il s'est étendu à la République Démocratique du Congo depuis 2014. M-Pesa permet aux utilisateurs, de déposer, retirer et transférer de l'argent facilement à l'aide d'un téléphone mobile.

Cas de Madagascar

Ces dernières années, le poids des envois de fonds dans l'économie de Madagascar a représenté en moyenne 2,9 % du PIB. Toutefois, la pandémie de Covid-19 a stimulé les envois de fonds, comme c'était le cas dans la plupart des pays du monde. Ainsi, l'évolution des envois de fonds peut être subdivisée en trois parties : **avant, pendant et après la crise sanitaire**.

Avant la crise sanitaire notamment de 2017 à 2019, les envois de fonds ont enregistré en moyenne 343,8 millions de dollars US représentant en moyenne 2,6 % du PIB. Pendant la crise sanitaire particulièrement en 2020, les envois de fonds sont passés à 443,5 millions de dollars (3,4 % du PIB) et ont même atteint 543,1 millions de dollars US (3,8 %) du PIB en 2021, expliqué par les aides envoyées par des non-résidents à des résidents, particulièrement par les migrants au profit de leur famille pour faire face à la pandémie. En 2022, les flux ont commencé à reculer pour se situer à 451,2 millions de dollars US, soit l'équivalent de 2,9 % du PIB, à la suite du rétablissement de la situation sanitaire. En 2023, ils ont continué à diminuer pour ne représenter que 2,6 % du PIB avec un flux net de 417,7 millions de dollars US, pour retrouver le niveau d'avant crise.

Graphique 5. Les envois de fonds en termes de valeur et de pourcentage du PIB à Madagascar de 2017 à 2023



Source: BFM/DET

Les impacts réels de ces fonds sur l'économie malagasy n'ont pas encore fait l'objet d'étude approfondie. De même, il n'existe pour le moment, aucune politique affirmée pour promouvoir les envois de fonds à Madagascar, comme c'est le cas dans les pays cités précédemment et dans d'autres aussi tels que l'Ethiopie, le Sénégal, etc. Pourtant, les pratiques dans ces pays peuvent inspirer Madagascar dans l'élaboration de stratégies pour la **promotion des envois de fonds**. A ce propos, les actions ci-après peuvent être citées :

- Mesures d'incitation et d'encouragement de la diaspora à transférer plus d'argent vers leur pays d'origine ;
- Mesures d'incitation pour les fintech œuvrant dans les transferts d'argent ;
- Mise en place de plateformes numériques innovantes, permettant des transferts instantanés et à moindre coûts et sécurisés ;
- Facilitation des transferts via le mobile money, qui est répandu à Madagascar ;
- Négociation de tarifs avantageux avec les services de transferts d'argent ;
- Amélioration des infrastructures financières en général ;
- Enregistrement obligatoire des entités de transferts de fonds et contrôle du respect par ces entités des réglementations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent ;
- Dispositions réglementaires allégées, mais suffisamment armées face à divers risques, dont celui sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.